

Articles du mois

Travail et emploi

Victoire à venir pour les employeurs syndiqués ?

Le dépôt du projet de loi 31 modifiant l'article 45 du Code du travail, le 13 novembre dernier, a soulevé un tollé dans les rangs syndicaux ; les centrales syndicales en demandent le retrait pur et simple, sinon ce sera la « guerre nucléaire ! »

Qu'y a-t-il donc de si alarmant dans ce projet de loi? Ce projet de loi exclut la sous-traitance de l'application de l'article 45 du Code du travail, c'est tout... Par **Me Andrée Gosselin** [Texte complet](#)

Construction

Le témoin expert et son indépendance par rapport à la partie qui le fait entendre.

Au cours des dernières années, dans le domaine de la construction, la complexification des chantiers et des litiges en découlant a eu pour effet de généraliser la pratique consistant à faire entendre un témoin-expert au soutien de sa cause. Cela est vrai autant en demande qu'en défense. De fait, on constate que l'intervention d'un expert pour une partie entraîne, et le plus souvent nécessite, le fait pour la partie adverse de se munir à son tour de son propre expert qui produira une contre expertise. Par **Me Jasmin Lefebvre** [Texte complet](#)

Faits saillants

Litige commercial

Dans le cadre du recours en injonction qui a été institué par certains héritiers de la succession de feu **Jean-Paul Riopelle**, **Me Marc Beauchemin**, assisté de **Me Julie Bourduas**, ont assuré la représentation de l'**Hôtel des Encans de Montréal** et de son commissaire-priseur, **Igor de Saint-Hyppolite**. Cette requête avait pour but d'ordonner la suspension de la vente à l'encan de 44 œuvres du célèbre peintre québécois jusqu'à ce qu'il y ait résolution de certains litiges opposant les liquidateurs à certains des héritiers. Cette affaire, qui a fait la manchette au cours des deux dernières semaines, se poursuivra aux stades interlocutoire et final au cours des prochains mois.

Propriété intellectuelle

Nouveaux droits prescrits de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada

À compter du 1er janvier 2004, il y aura une augmentation de la tarification des droits prescrits pour l'enregistrement et le maintien de certains droits de propriété intellectuelle comme les marques de commerce, les dessins industriels et les brevets au Canada. En même temps, un droit réduit sera introduit pour les demandes déposées par voie électronique. Par **Me Virginia Lam** [Texte complet](#)

Petit déjeuner-causerie

Le harcèlement psychologique

Dès juin 2004, les employeurs devront assurer un environnement de travail exempt de **harcèlement psychologique**. En quoi consiste le harcèlement psychologique, quelles sont les nouvelles responsabilités des employeurs, quelles mesures doivent-ils prendre dès maintenant et quels sont les recours offerts aux employés ? Ce sera le sujet du prochain petit déjeuner-causerie DGC qui se tiendra les **27 janvier** et **4 février 2004**, de 7 h 30 à 9 h, à nos bureaux.

Les places étant limitées, veuillez vous inscrire dès maintenant en composant le (514) 878-3223, poste 3335 ou encore, inscrivez-vous en ligne à : mktg@dgclcx.com. N'oubliez pas de donner votre nom, votre numéro de téléphone et la date souhaitée pour que nous puissions vous informer de tout changement à l'horaire.

Nominations

Me Claude Désy a été nommé par HEC Montréal et l'Université de Montréal pour siéger au nouveau conseil d'administration de **Univalor**. Il occupera le poste d'administrateur et à ce titre, aura la responsabilité de mettre en valeur les résultats de recherche issus des travaux des chercheurs.

Me Patrick Galizia a été élu vice-président, développement du conseil d'administration de la **Jeune Chambre d'affaires et professionnels Lanaudière Sud**.

Me Virginia Lam a reçu un prix reconnaissant dix années de bénévolat au service de la **Fédération des professionnels chinois canadiens (Québec)** à l'occasion du gala de dixième anniversaire de l'organisme, qui a eu lieu à Montréal le 25 octobre dernier. Me Lam est actuellement présidente du comité du bulletin de la Fédération.